

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Jeudi 21 Août 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

LEJECOS. Sénégal-Japon : Vers le renforcement de la coopération entre les deux pays

Le président de la République prend part à Yokohama, à la Tiscad 9. Le 20 août 2025, Bassirou Diomaye Faye a eu un entretien avec le Premier ministre de Tunisie, Sara Zaafarani et le Premier ministre du Japon, Shigeru Ishiba. Selon la présidence de la République dans un communiqué, à la suite de son audience avec Madame Sara Zaafarani, Première ministre de Tunisie, le Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a eu un riche entretien avec le Premier ministre du Japon, Shigeru Ishiba. Les deux dirigeants, informe la même source, ont souligné l'excellence des relations entre le Sénégal et le Japon, fondées sur une coopération bilatérale exemplaire, des liens historiques et des valeurs communes telles que la paix, la démocratie, le respect de l'État de droit et du droit international. «Le Président Faye a appelé à un renforcement de la coopération dans des domaines stratégiques tels que la formation, la santé, l'hydraulique, la pêche, ainsi que la paix et la sécurité. Il a particulièrement insisté sur la formation comme pilier majeur du développement, soulignant que la réussite du Japon démontre que la qualité des ressources humaines est la clé du progrès », lit-on dans le document.

https://www.lejecos.com/Senegal-Japon-Vers-le-renforcement-de-la-cooperation-entre-les-deux-pays_a29402.html

RTS. RENFORCEMENT DES LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE LE SÉNÉGAL ET LE JAPON : LE PRÉSIDENT DIOMAYE FAYE REÇOIT LE PRÉSIDENT DE LA JETRO

Le Président de la République, Son Excellence Bassirou Diomaye Faye, a accordé une audience au Président de la Japan External Trade Organization (JETRO), agence rattachée au ministère japonais de l'Économie et chargée de promouvoir les relations commerciales entre le Japon et ses partenaires internationaux. Cette rencontre a été l'occasion d'évaluer l'implantation des entreprises japonaises au Sénégal, aujourd'hui au nombre de 25, et de discuter des moyens de renforcer cette présence. Les échanges ont porté particulièrement sur des secteurs stratégiques pour le développement du pays, tels que la formation professionnelle, le numérique et les énergies vertes. Par ailleurs, la JETRO a confirmé sa participation au Forum Invest in Senegal, prévu les 7 et 8 octobre 2025 à Dakar. Cette initiative vise à stimuler les investissements et à consolider un partenariat économique durable entre le Sénégal et le Japon, ouvrant de nouvelles perspectives de croissance et de coopération bilatérale.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/renforcement-des-liens-economiques-entre-le-senegal-et-le-japon-le-president-diomaye-faye-recoit-le-president-de-la-jetro>

RTS. LE PREMIER MINISTRE OUSMANE SONKO MOBILISE LE SECTEUR PRIVÉ AUTOUR DU PLAN « JUBBANTI KOOM »

Le Premier ministre Ousmane Sonko a réuni ce mercredi matin, à la Primature, les acteurs du secteur privé national pour partager les grandes lignes du Plan de Redressement économique et social « Jubbanti Koom », présenté à la Nation le 1er



août dernier. Au cours de cette rencontre, le Chef du Gouvernement est revenu sur les étapes majeures franchies depuis l'élection du Président Bassirou Diomaye Faye en mars 2024, notamment l'audit des finances publiques, l'élaboration de la Vision Sénégal 2050 et la définition du Plan de redressement économique et social. Il a également souligné la volonté du Gouvernement de renforcer le rôle du secteur privé dans l'opérationnalisation des projets et programmes de l'État. Les représentants des organisations patronales ont salué l'initiative et affirmé leur engagement à contribuer activement à la mise en œuvre du Plan ainsi qu'à l'Agenda national de Transformation. <https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/le-premier-ministre-ousmane-sonko-mobilise-le-secteur-prive-autour-du-plan-jubbanti-koom>

SIKA FINANCE. Sénégal : Ces grandes priorités du gouvernement sur la période 2026-2028

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-ces-grandes-priorites-du-gouvernement-sur-la-periode-2026-2028_54541

APS. Vers l'arrêt des importations de gaz à partir de 2026 (PM)

Le Sénégal ne compte plus importer de gaz à partir de 2026, a annoncé le Premier ministre, Ousmane Sonko, selon lequel cette orientation devrait se traduire par des économies de l'ordre de 140 milliards de franc CFA et une baisse du coût de l'électricité. "Nous ne voulons plus aller chercher [des] cargaisons de gaz ailleurs. Nous allons nous approvisionner localement. Les mesures nécessaires sont déjà prises" pour cela, a déclaré le chef du gouvernement sénégalais. Ousmane Sonko, dont les propos sont rapportés par le quotidien Le Soleil, s'adressait à des représentants du secteur privé national qu'il recevait, mercredi, à la demande du Club des investisseurs sénégalais (CIS). Selon le Premier ministre, la décision de ne plus importer de gaz devrait se traduire par des économies estimées à 140 milliards de francs CFA, en plus des retombées attendues, en termes de baisse du coût de l'électricité pour les ménages.

<https://aps.sn/vers-larret-des-importations-de-gaz-a-partir-de-2026-pm/>

SUD QUOTIDIEN. Cheikh Diba, ministres finances et du budget, sur le déficit budgétaire : «Nous visons un retour à la norme communautaire à l'horizon 2027»

Le Sénégal a mis en œuvre une stratégie de rationalisation des dépenses publiques en vue d'arriver à une réduction de son déficit budgétaire "pour tendre vers la norme communautaire de 3% du PIB à l'horizon 2027", a déclaré, mercredi, à Dakar, le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba. "Une stratégie cohérente de rationalisation des dépenses publiques a été mise en œuvre pour soutenir l'effort de consolidation budgétaire et restaurer progressivement les équilibres tout en préservant la capacité de l'État à assurer ses missions essentielles", a-t-il indiqué. Cheikh Diba présidait un atelier de partage de la lettre circulaire relative à la préparation du projet de loi de finances pour l'année 2026. Selon lui, cette stratégie suit les recommandations mentionnées dans le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle 2026-2028, faisant suite à la situation budgétaire "critique" révélée par l'audit de la Cour des comptes.



<https://www.sudquotidien.sn/cheikh-diba-ministres-finances-et-du-budget-sur-le-deficit-budgetaire-nous-visons-un-retour-a-la-norme-communautaire-a-lhorizon-2027/>

SENEWEB. Mission en cours du Fmi au Sénégal : Ce qu'en dit le Directeur général du Budget

Une mission du Fonds monétaire international (Fmi) séjourne actuellement au Sénégal. Mission dont les enjeux sont très élevés pour le gouvernement du Sénégal qui fait actuellement face à d'énormes difficultés budgétaires, depuis que l'affaire de la dette cachée a été mise sur la place publique. Ce mercredi, le Directeur du Budget, Massamba Dieng, s'est exprimé au sujet des discussions avec les fonctionnaires du Fmi. «Les enjeux de cette mission c'est juste pour aller de l'avant, pour nous permettre de dépasser cette situation. De part et d'autre, il y a une volonté qui est là, qui est constatée, qui est permanente. Et Inch'Allah, je pense que cette situation sera dépassée le plus rapidement possible afin de permettre au Sénégal de continuer sa marche vers le développement», a-t-il indiqué.

https://seneweb.com/fr/news/5/mission-en-cours-du-fmi-au-senegal-ce-que-n-dit-le-directeur-general-du-budget_n_465517.html

LEJECOS. Sénégal : 26,6% des nouvelles entreprises enregistrées au 2e trimestre évoluent dans le commerce

Au deuxième trimestre 2025, 26,6% des entreprises (appelées personnes morales) immatriculées dans le Répertoire national des entreprises et associations (Rnea), évoluent dans le secteur du commerce. Cette proportion est encore plus élevée pour les entreprises individuelles, où elle atteint 68,6%, selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd). Parmi les autres secteurs d'activité les plus représentés pour les personnes morales figurent l'agriculture, l'élevage et la pêche (23,2%), les services aux entreprises (19,9%), le transport et les télécommunications (7,3%) ainsi que les services personnels et divers (6,9%). En revanche, l'Agence nationale de la statistique et de la démographie fait savoir enfin que les industries textiles (0,5%) et le secteur des hôtels, bars et restaurants (1,8%) restent les moins représentés dans les nouvelles entreprises créées et enregistrées au trimestre sous revue.

https://www.lejecos.com/Senegal-266-des-nouvelles-entreprises-enregistrees-au-2e-trimestre-evoluent-dans-le-commerce_a29400.html

APS. Satisfaction des usagers des services bancaires : "de nombreux défis" persistent (OQSF)

"De nombreux défis" restent encore à relever pour la satisfaction des usagers des services bancaires, a relevé mercredi à Saly (Ouest), Amadou Diagne, secrétaire exécutif de l'Observatoire pour la qualité du service financier (OSQF). "De nombreux défis persistent dans le secteur, parmi lesquels, les coûts élevés des services, les difficultés liées à la mobilité bancaire des clients, le défaut de transparence financière dans la relation contractuelle, le risque de surendettement des clients, le faible niveau d'éducation financière et l'inaccessibilité géographique aux réseaux de distribution, particulièrement en zone rurale", a dit Amadou Diagne. "Le nombre de points de services ouverts a augmenté de 11%, passant de 505 en 2022 à 562 en 2023, tandis que le nombre de guichets automatiques est passé de 711 à 739", a ajouté M. Diagne



qui prenait part à un atelier de partage du rapport 2024 sur la satisfaction des usagers des services bancaires (ESUB).

<https://aps.sn/satisfaction-des-usagers-des-services-bancaires-de-nombreux-defis-persistent-oqsf/>

AGENCE ECOFIN. TICAD 9 : la BAD met l'accent sur les partenariats et l'investissement

La Banque africaine de développement participe à la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 9) qui se tient du 20 au 22 août 2025 à Yokohama, au Japon. La conférence de cette année se déroule à un moment critique pour l'Afrique qui s'efforce de réduire son déficit d'investissement et de renforcer sa résilience face aux chocs économiques et climatiques. La Banque africaine de développement demeure le moteur essentiel de la transformation du continent en tirant parti de son leadership pour mobiliser le soutien international, en particulier celui du Japon. Coorganisée par les Nations unies, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine, la TICAD se tient depuis plus de trois décennies, la première édition de la conférence datant de 1993. Ce forum s'est transformé en un véritable catalyseur du développement de l'Afrique, principalement grâce à des programmes de subventions et d'assistance technique.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/2108-130867-ticad-9-la-bad-met-l-accent-sur-les-partenariats-et-l-investissement>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

TV5 MONDE. Ticad 2025: économie, nourriture, formation... Comment le Japon investit en Afrique

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad) se tient de ce mercredi 20 août au jeudi 22 août à Yokohama, avec près de 5.000 participants. Objectifs? Renforcer les échanges et les partenariats entre le Japon et le continent africain. Le secrétaire général de cette édition 2025, Norio Maruyama, explique les enjeux de ces deux jours sur TV5MONDE. Depuis 1993, le Japon s'est engagé dans une initiative internationale visant à renforcer ses relations avec l'Afrique. Contrairement à d'autres pays qui privilégient des relations bilatérales, le Japon a choisi de collaborer avec des partenaires africains et des organisations internationales telles que les Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine.

<https://information.tv5monde.com/afrique/video/ticad-2025-economie-nourriture-formation-comment-le-japon-investit-en-afrique-2788875>



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

JEUNE AFRIQUE. Japon-Afrique : « Nous voulons aider le continent à se développer par lui-même »

Alors que la 9e édition de la Conférence de Tokyo sur le développement en Afrique (Ticad) se tient jusqu'à vendredi à Yokohama, le numéro deux de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) détaille la stratégie japonaise pour percer sur le continent. Les présidents Bola Tinubu, Cyril Ramaphosa et William Ruto, entre autres, ont fait le déplacement. Au total, ce sont une cinquantaine de pays africains, dont le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, qui sont représentés lors de la 9e édition de la Conférence de Tokyo sur le développement en Afrique (Ticad) organisée jusqu'à vendredi à Yokohama au Japon.

<https://www.jeuneafrique.com/1697168/politique/japon-afrique-nous-voulons-aider-le-continent-a-se-developper-par-lui-meme/>

Kenya : le président Ruto annonce une croissance plus élevée que prévu en 2025 à 5,6%

La première économie d'Afrique de l'Est reste sur la voie d'une croissance soutenue, malgré des défis structurels persistants qui la rendent vulnérable aux chocs climatiques, et à la volatilité des prix des matières premières et des marchés. L'économie kényane devrait connaître une croissance à 5,6 % en 2025, malgré la hausse des droits de douane américains, soit un taux supérieur aux récentes prévisions du ministère des Finances et de la Banque centrale, a annoncé le président William Ruto (photo), ce mercredi 20 août. « Le PIB devrait croître à 5,6% cette année, malgré les difficultés mondiales liées à l'escalade sur les droits de douane et aux perturbations commerciales qui affectent de nombreuses économies », a déclaré M. Ruto, dans un discours prononcé à Yokohama, au Japon, lors de la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD-9).

<https://www.agenceecofin.com/actualites/2008-130849-kenya-le-president-ruto-annonce-une-croissance-plus-elevee-que-prevu-en-2025-a-5-6>

BUSINESS. Les États-Unis maintiennent la note de crédit de S&P AA+/A-1+ avec des perspectives stables

Les États-Unis ont conservé leur note de crédit AA+/A-1+ attribuée par S&P Global Ratings, grâce à une perspective stable soutenue par plusieurs facteurs. Malgré les inquiétudes suscitées par les politiques budgétaires qui accroissent le déficit, l'agence a reconnu que les recettes tarifaires solides constituaient un contrepoids. Cette évolution positive, associée à la vigueur persistante de l'économie américaine et à la crédibilité de sa politique monétaire, a renforcé la solvabilité du pays. L'analyse de S&P a soigneusement pris en compte l'impact des récents changements législatifs, en particulier le « Big, Beautiful Bill », qui a introduit des réductions d'impôts permanentes et augmenté les dépenses. Elle prévoit que ces mesures contribueront au dérapage budgétaire. Toutefois, les recettes tarifaires prévues et la solidité durable des institutions américaines ont été prises en compte, ce qui a conduit à des perspectives équilibrées.

<https://fr.businessam.be/les-etats-unis-maintiennent-la-note-de-credit-de-sp-aa-a-1-avec-des-perspectives-stables/>

LA TRIBUNE. Les droits de douane, l'autre ligne de fracture au sein de la Fed



Les minutes de la Fed publiées ce jeudi l'attestent : entre signaux contradictoires et effets différés, la Réserve fédérale avance à tâtons face aux incertitudes créées par les droits de douane. La Réserve fédérale américaine se retrouve, une nouvelle fois, au cœur d'un dilemme économique et politique. Les minutes de sa réunion des 29 et 30 juillet derniers, publiées ce 20 août, mettent en lumière la difficulté de la banque centrale à évaluer l'impact réel sur l'inflation et la croissance des droits de douane imposés par l'administration Trump. Si la majorité des membres du Comité de politique monétaire (FOMC, Federal Open Market Committee) ont choisi de maintenir inchangée la fourchette cible du taux des fonds fédéraux, deux gouverneurs, Michelle Bowman et Christopher Waller, ont plaidé pour une baisse de 25 points de base, estimant que l'inflation - hors effets temporaires des tarifs - se rapproche déjà de l'objectif de 2 %. Cette dissidence rare illustre l'ampleur des incertitudes qui entourent la trajectoire économique américaine.

<https://www.latribune.fr/economie/international/les-droits-de-douane-l-autre-ligne-de-fracture-au-sein-de-la-fed-1031288.html>

BFMTV. "Les tarifs spécifiques restent flous": la présidente de la BCE assure que l'accord commercial avec Trump n'a pas "éliminé l'incertitude mondiale"

Selon Christine Lagarde, les surtaxes moyennes sur les exportations européennes vers les Etats-Unis varient entre 12 et 16%, un taux "légèrement plus élevé, mais encore proche" des hypothèses de la BCE, utilisées dans ses prévisions macroéconomiques de juin. L'accord commercial entre Bruxelles et Washington a "atténué" mais "certainement pas éliminé l'incertitude mondiale", avec des surtaxes "légèrement supérieures" à ce qu'avait prévu la BCE en juin, a déclaré mercredi sa présidente Christine Lagarde à Genève. "L'incertitude persiste puisque les tarifs spécifiques aux secteurs des produits pharmaceutiques et des semi-conducteurs restent flous", a indiqué la présidente de la Banque centrale européenne lors d'une réunion du Forum Economique Mondial à Genève.

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/union-europeenne/les-tarifs-specifiques-restent-flous-la-presidente-de-la-bce-assure-que-l-accord-commercial-avec-trump-n-a-pas-elimine-l-incertitude-mondiale_AD-202508200338.html

COURRIER INTERNATIONAL. Face à la guerre tarifaire américaine, le rapprochement entre l'Inde et la Chine s'accélère

Le ministre des Affaires étrangères chinois se trouvait à Delhi les 18 et 19 août, signe d'un dégel des relations diplomatiques entre les deux pays, en froid depuis 2020. Les droits de douane imposés par le président américain, Donald Trump, aux deux États asiatiques paraissent accélérer leur rapprochement. L'Inde et la Chine semblent resserrer leurs liens. Le Premier ministre indien, Narendra Modi, a en effet déclaré mardi 19 août "se réjouir de rencontrer le président chinois, Xi Jinping, à Tianjin, en marge du sommet des dirigeants de l'Organisation de coopération de Shanghai, qui se tiendra le 31 août et le 1er septembre", rapporte The Indian Express. Il s'agira de la première visite du chef du gouvernement indien en Chine depuis 2018. En octobre 2024, Narendra Modi avait rencontré Xi Jinping pour la première fois en cinq ans lors d'un sommet en Russie.

https://www.courrierinternational.com/article/geopolitique-face-a-la-guerre-tarifaire-americaine-le-rapprochement-entre-l-inde-et-la-chine-s-accelere_234170



RFI. L'Inde va continuer à acheter du pétrole russe malgré les menaces des États-Unis

L'Inde et la Russie affichent leur volonté de poursuivre leur commerce malgré les pressions du président américain Donald Trump. Les États-Unis menacent l'Inde de barrières douanières exorbitantes si elle ne cesse pas ses achats de pétrole à la Russie. Pour les contourner éventuellement, Moscou vient d'annoncer des mécanismes spéciaux pour continuer à exporter ses hydrocarbures vers New Delhi. L'Inde refuse de céder malgré les pressions américaines répétées. Peter Navarro, conseiller auprès de Donald Trump, a violemment critiqué cette semaine l'achat de pétrole russe par l'Inde, justifiant les 50 % de barrières tarifaires annoncées à son encontre. De son côté, New Delhi vient de réaffirmer son partenariat stratégique avec Moscou. De grands raffineurs indiens assurent cette semaine que leurs achats de pétrole russe tournent à plein régime. La Russie, qui a désespérément besoin de vendre ses hydrocarbures pour sa guerre en Ukraine, a déclaré mardi 19 août disposer d'un mécanisme spécial pour maintenir ses exportations vers l'Inde en dépit des sanctions américaines.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20250821-l-inde-va-continuer-%C3%A0-acheter-du-p%C3%A9trole-russe-malgr%C3%A9-les-menaces-des-%C3%A9tats-unis>

LES ECHOS. Pourquoi la baisse des cours du pétrole profite à l'économie française

Moins d'inflation, plus de consommation et des marges d'entreprises en hausse... Une opportunité pour consolider la croissance, mais aussi un défi pour la transition énergétique. La baisse du cours du pétrole et sa traduction à la pompe donnent du carburant à l'économie française. Alors que, dans le projet de loi de finances 2025, le gouvernement tablait sur un baril de Brent à 73 euros cette année, celui-ci évolue ces jours-ci autour de 66 dollars (environ 57 euros), soit environ 20 % de moins qu'au budget et 10 dollars de moins que début janvier. En parallèle, le prix moyen du litre de sans-plomb 95 a diminué d'une dizaine de centimes entre janvier et juillet, selon l'Insee. « Un prix du baril plus bas est clairement favorable à l'économie », rappelle l'économiste chargé de la France chez Rexecode, Anthony Morlet-Lavidalie.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/conjoncture/pourquoi-la-baisse-des-cours-du-petrole-profite-a-leconomie-francaise-2182142>

FRENCH.CHINA.ORG.CN. Une économie résiliente est cruciale pour la stabilité du RMB

Le yuan chinois (ou renmibi – RMB) s'est renforcé de manière régulière face au dollar américain cette année, le yuan offshore gagnant plus de 2% depuis le début de l'année. Des économistes ont attribué cette hausse à des facteurs à la fois externes et internes. À l'échelle mondiale, l'économie américaine a été plombée par des taux d'intérêt élevés et les incertitudes liées à la politique commerciale du pays, ce qui a affaibli l'indice du dollar. Parallèlement, sur le plan intérieur, la résilience des fondamentaux économiques de la Chine, le soutien politique continu et une gestion plus flexible du taux de change ont soutenu le renminbi. Mardi à 16h30, le yuan offshore s'établissait à 7,1857 pour un dollar américain, en hausse de plus de 2% depuis le début de l'année, selon Wind Info.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-08/21/content_118036221.htm



